

Colloque international

Le pétrole, entre nationalismes et régionalismes

Approches géopolitiques et anthropologiques

24-25 septembre 2014, FMSH, 190 avenue de France, Paris, 75013

Première Journée : 24 septembre 2014

9h- 9h30 : Ouverture de la conférence

Panel 1 : Pétrole, régionalismes et violences

9h30-11h

– Hosham Dawod (IIAC-CNRS/FMSH) :

Pétrole, pouvoir et régionalisme. Le cas du Kurdistan d'Irak

– Luis Martinez (CERI, Sciences Po Paris) :

Hydrocarbures et revendications fédéralistes en Libye

11h – 11h15 : Pause café

11h15-12h45

– Frédéric Massé (CIPE, Université Externado de Colombie) :

Pétrole et violence en Colombie

– Ukoha Ukiwo (University of Port Harcourt, Nigéria) :

The political economy of oil bunkering and violence in Nigeria's delta region

12h45-14 h 30 : Pause déjeuner

Panel 2 : Enjeux sociaux, identitaires et fonciers autour des gisements d'hydrocarbures

14h30-16h

– Gideon Rutaremwa (CPAS, Université Makerere, Ouganda), et Valérie Golaz (CEPED/INED) :

Migration and settlement in the Lake Albert region (Uganda) in the perspective of oil production

– Sébastien Peyrouse (George Washington University)

L'impact politique et social de l'exploitation pétrolière au Kazakhstan. Vers un risque croissant de violence ?

16h-16h15 : Pause café

16h15-17h45

– Fredrick Kiseka-Ntale (DRASPAC, Université Makerere, Ouganda), Claire Médard (IRD, URMIS)

Identity assertions as a strategy to claim resources: the shifting locality of Bunyoro (Uganda) in the context of the global oil production

– Fatiha Dazi-Heni (IRSEM) :

Le pétrole, facteur de cohésion ? Le cas des Emirats-Arabes-Unis

Deuxième Journée : 25 septembre 2014

Panel 3 : Etat, nationalisme pétrolier et gouvernance

9h-10h30

– Mohammed Hachemaoui (Iremam, Aix) :

A l'ombre de la 'malédiction du pétrole' : la trappe corruption systémique - faible confiance sociale en Algérie

– Jean Aimé Brice Mackosso (Commission Justice et Paix Congo, Coalition Congolaise Publiez Ce Que Vous Payez) :

Gouvernance politique et revenus pétroliers au Congo Brazzaville

10h30-10h45 : Pause café

10h45-12h15

– Guillaume Fontaine (FLACSO-Equateur, Quito) :

The “Yasuni-ITT Initiative” or the impossible change of Ecuador oil policy

– Paula Vasquez (CNRS) :

« Maintenant PDVSA est au peuple » : la compagnie pétrolière nationale et la « révolution bolivarienne » du président Chavez

12h15-14h30 : Pause déjeuner

Panel 4 : Sociétés pétrolières nationales : vers quel développement ?

14h30-16h

– Isabelle Rousseau (Centro de Estudios Internacionales, El Colegio de México) :

Les défis liés à la transformation historique de l'industrie pétrolière mexicaine

– Jean-Jacques Ikama (Société nationale des pétroles du Congo) :

L'apport de la société pétrolière nationale dans la gestion et la commercialisation des droits à hydrocarbures de la République du Congo

16h-16h15 : Pause café

16h15-17h00 : Discussion générale

Résumés des interventions / Abstracts

1^{er} jour, 1^{ère} séance : Pétrole, régionalismes et violences

Hosham Dawod, IIAC-CNRS / FMSH

Pétrole, pouvoir et régionalisme : le cas du Kurdistan d'Irak

Considérée comme une « *success story* » par certains, la politique pétrolière de la région autonome du Kurdistan soulève bien des questions, aussi bien de légitimation du pouvoir que juridictionnelles et territoriales. Pour les Kurdes le pétrole empêchait jusqu'à hier l'accès à l'indépendance, alors qu'il semble aujourd'hui l'accélérer. Les conditions de l'accession à l'indépendance semblent cependant plus complexes : les Kurdes peuvent-ils faire accepter par les autres groupes et par le pouvoir fédéral l'annexion des zones disputées, qui abritent des champs exploitées et des zones explorées, tout en doublant la surface du Kurdistan ? Le pétrole kurde provoque une autre dynamique, cette fois-ci interne, en accélérant la transformation des pouvoirs provinciaux et des chefferies en pouvoirs centraux. C'est en analysant ce processus de transition locale fortement « globalisée », que notre communication essaiera de montrer comment le pétrole contribue à transformer un pouvoir régional en une entité étatique en passe d'être internationalement reconnue.

Luis Martinez, CERI, Sciences Po Paris

Hydrocarbures et revendications fédéraliste en Libye

Dans la Libye post-Kadhafi, les élites de Benghazi savent qu'elles doivent négocier et obtenir une constitution qui institutionnalise le fédéralisme, l'autonomie ou la décentralisation. Vu de Benghazi, Tripoli est une voleuse qu'il faut obliger à restituer les biens dérobés, elle monopolise toutes les ressources comme le dénonce Tahani Mohammad ben Ali, le dirigeant de l'union des travailleurs de Bengazi, puissant syndicat au sein de l'Arabian Gulf Oil Company : « Le constat est que Tripoli contrôle toujours tout : ce n'est pas pour cela que la Révolution a eu lieu ». En effet, la NOC (National Oil Corporation, la compagnie nationale pétrolière libyenne, fondée en 1968 à Benghazi) a installé son siège à Tripoli en 1970, quelques mois après la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi. Marginalisée et maltraitée sous l'ancien régime, Benghazi attend avant tout de la révolution qu'elle lui redonne sa place en Libye, ce qui signifie le contrôle de l'exploitation du secteur des hydrocarbures en Cyrénaïque. Sous la Jamahiriyya hier, et dans l'Etat de Libye aujourd'hui, le secteur des hydrocarbures représente 95 % des exportations, 90 % des revenus du gouvernement et 70 % du PIB. Le débat sur le mode de redistribution de la manne pétrolière fait rage en Libye : il conditionne son avenir et sa stabilité politique.

Frédéric Massé, CIPE, Université Externado de Colombie

Pétrole et violence en Colombie

Depuis quelques années, la Colombie est devenue un cas d'étude intéressant des relations entre ressources naturelles et conflit armé. Avec la démobilisation des groupes paramilitaires entre 2003 et 2006 et l'affaiblissement des groupes de guérilla au cours de la dernière décennie, beaucoup pensaient que ces relations disparaîtraient progressivement. Aujourd'hui, force est pourtant de constater qu'il n'en est rien. Toutefois, les relations entre ces groupes armés et le secteur pétrolier évoluent. Les répertoires d'action se transforment. De nouvelles modalités plus sophistiquées de captation de la rente pétrolière apparaissent. Avec l'ouverture de nouvelles négociations de paix en septembre 2012, ces relations pourraient néanmoins changer. La fin du conflit signifiera-t-elle la fin de la violence liée au pétrole ? Rien n'est moins sûr.

Ukoha Ukiwo, University of Port Harcourt, Nigéria

The political economy of oil bunkering and violence in Nigeria's delta region

In October 2009, the Nigerian Federal Government declared amnesty for militants in the Niger Delta. The militants had through targeted attacks on oil infrastructure virtually crippled production of hydro-carbons, which accounts for 80 per cent of export revenue. The ostensible grievance of the militants was the marginalization of community interests in distribution of oil revenues and the despoliation of the environment which threatened local livelihoods. However, the incentive for armed violence, which spiked from 2005 when the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) launched its offensive, was illicit and primitive accumulation of wealth from proceeds of stolen oil. While the amnesty deal purported to recognize the grievance of the militants, it was actually intended to reduce the incentives for armed groups to continue pillaging the country's oil wealth. This explains why the amnesty process has privileged the placation and empowerment of the militant groups directly involved in oil bunkering. The paper explores the linkages between oil bunkering, political power, organization of force and violence. It shows how oil bunkering has been crucial for elite production and reproduction as well as armed violence in the delta.

1^{ère} journée, 2^{nde} séance : Enjeux sociaux, identitaires et fonciers autour des gisements d'hydrocarbures

Valérie Golaz, INED-CEPED, UMR 196 Université de Paris Descartes, IRD and INED

Migration and settlement in the Lake Albert region (Uganda) in the perspective of oil production

In the context of the on-going oil exploration, the aim of this paper is to discuss migrations and land settlement over time in the Lake Albert region, along the Congo/Uganda border. The paper is based on interviews conducted in a collaborative research framework (M-PRAM, Centre for population and applied statistics, CPAS, Makerere University), as well as on secondary quantitative and qualitative sources.

Located on the eastern shores of Lake Albert, the Bunyoro kingdom suffered from a deep political and demographic crisis in the early colonial days. In the post colonial era agricultural settlements were promoted by the Ugandan State to respond to the international refugee crises, when peace allowed it in Uganda. One of these camps was set in the Lake Albert region in 1967. Land was also made available to internal migrants through national resettlement policies in the 1970s and 1990s. During the Museveni regime, political patronage also contributed to the settlement of new comers in protected areas such as forest reserves. The string of fishing villages along the shores of Lake Albert comprise a large Alur population, found on either side of the lake, but the population as a whole remains ethnically diverse. The momentum for population growth was based on agriculture, fishing and trans-border trade. Though the new trends in population are difficult to measure, new economic activities and infrastructures which are occurring point at a shift in priorities at the policy level and perhaps the end of a land frontier. In this context, in present-day Bunyoro, autochthonous claims to land and local resources, including oil, are growing, partly backed by the central government.

Sébastien Peyrouse, George Washington University

L'impact politique et social de l'exploitation pétrolière au Kazakhstan. Vers un risque croissant de violence ?

L'exploitation pétrolière, promue comme garantie du progrès économique du Kazakhstan depuis vingt ans, connaît aujourd'hui un certain nombre de défis : les principales zones d'extractions situées dans l'ouest du pays sont devenues le théâtre de manifestations, parfois violentes, d'un militantisme (entre autres islamiste) qui remettent en cause l'image d'un pays économiquement prospère et politiquement stable. Ce papier se propose d'étudier les transformations sociales sur et autour des exploitations pétrolières, les violences qui leur sont liées qui ont résulté de :

- la dégradation du contexte social : la mauvaise redistribution des dividendes de la manne pétrolière creuse les inégalités de développement entre les régions, tandis que la suppression des services sociaux, l'accès difficile à des services de base comme l'eau potable et la détérioration voire l'absence de réseaux de transport ont exacerbé les mécontentements.
- de conditions de travail difficiles (traitement inégal des ouvriers expatriés et locaux, licenciements massifs après la mise en exploitation des gisements sans que le gouvernement n'ait envisagé de plans de reconversion).
- d'enjeux environnementaux très sensibles dans un pays qui garde en mémoire les nombreux tests nucléaires réalisés sur son territoire sous le régime soviétique. Les conséquences écologiques de ces exploitations restent un élément extrêmement mobilisateur au Kazakhstan.

Cette communication tentera de montrer que ces troubles relèvent bien davantage de décisions politiques et d'enjeux financiers et ne corroborent pas la théorie du « *oil curse* ».

Fredrick Kisekka-Ntale, Development Research and Social Policy Analysis Centre (DRASPAC), Claire Médard, IRD-URMIS (Université Paris Diderot, Université de Nice), CPAS Makerere University

Identity assertions as a strategy to claim resources : the shifting locality of Bunyoro (Uganda) in the context of the global oil production

At the start of major oil explorations in the Bunyoro kingdom of Uganda in 2006, there have emerged significant discussions on resource claims, identities and competitions at local, regional and global levels. Our paper focuses on the strategies linking identity to territory in order to exert control over local resources. In the African context, such strategies are usually described as conforming to an ideology of autochthony, which we hope to discuss. Different levels of claims and strategies are mobilised to negotiate a share of the national cake as well as access to resources locally. Our study is based on qualitative interviews and fieldwork conducted in 2012-2014 within a collaborative research framework on Poverty, Resource Accessibility and Spatial Mobility in East Africa (M-PRAM). Highlighting issues of citizenship and nationhood, we start by analysing ethnic categorization centred on narratives of inclusion and exclusion. The variety of perspectives offers a sharp contrast with rigid perspectives on belonging. Turning to look at the role of the Bunyoro kingdom within the broader framework of the restoration of kingdoms in Uganda and the creation of cultural leaders without executive powers in 1993, we shall examine its bid to negotiate a share of the oil revenue at the national level as well as regain control over local resources. In this regard we endeavour to contribute to the understanding of issues such as; what is the basis of the Kingdom's claims ? What forms of mobilisation are emerging in Bunyoro today and how are they reflected in the resource debates ? Are kingdom officials speaking with one voice ? Are there any dissenting voices within the kingdom ? What is the interaction between local government and kingdom ? What game is President Museveni playing ? How do the local claims, the kingdom and prospective oil revenue fit in his politics ?

Fatiha Dazi-Heni, chercheur, spécialiste des monarchies du Golfe (IRSEM/ Paris)

Le pétrole, facteur de cohésion ? Le cas des Emirats-Arabes-Unis

L'Etat des Emirats-Arabes-Unis est un cas unique dans le monde arabe du fait de sa structure fédérale héritée de la volonté des britanniques (qui contrôlaient cette région après avoir signé divers traités de protection) de fragmenter le pouvoir politique, en reconnaissant à chaque chef tribal une autorité dynastique censée esquisser les prémices d'une entité stato-nationale. La Fédération des EAU devenue indépendante, le 2 décembre 1971. Elle comprend sept émirats aux richesses inégales dont l'émirat d'Abu Dhabi, le plus riche (il détient 90% des réserves de pétrole de la Fédération), constitue l'ossature centrale de la fédération, et dont la capitale est également celle des EAU.

Nous verrons ici quel rôle le pétrole a joué pour assurer une cohésion inter et supradynastique entre les sept émirats qui composent la fédération, et surtout nous tenterons de décrypter comment le facteur pétrolier a fait de l'émirat d'Abu Dhabi la colonne vertébrale de la cohésion fédérale des EAU. Mais cette force n'est-elle pas également synonyme de leurre institutionnel fédéral dans la mesure où Abu Dhabi centralise l'essentiel du pouvoir étatique du fait de son quasi-monopole pour redistribuer la rente pétrolière ? Par ailleurs, dans quelle

mesure la question de l'après pétrole, qui est au cœur de la politique de développement et de diversification économique de la fédération, ne remettra pas en cause la cohésion nationale, compte tenu de la privatisation de ce créneau post-pétrolier par les princes issus de la dynastie Al-Nahyan d'Abu Dhabi ?

Si des questions légitimes se posent quant à savoir si les EAU reposent sur des piliers solides faisant de cet Etat une entité fédérale réelle, la « *success story* » du modèle étatique des EAU semble pouvoir devenir un modèle dans un monde arabe en plein tumulte ou les Etats s'affaissent quand ils ne disparaissent pas. Le système fédéral pourrait même être une source d'inspiration pour l'évolution du Conseil de Coopération du Golfe dans la mesure où le projet d'Union du Golfe tel que souhaité par le royaume d'Arabie saoudite a peu de chance d'aboutir. En revanche, l'idée d'une instance fédérale fait aujourd'hui son chemin.

2^{ème} journée, 1^{ère} séance : Etat, nationalisme pétrolier et gouvernance

Mohammed Hachemaoui, Iremam, Université d'Aix-Marseille

A l'ombre de la « malédiction du pétrole » : la trappe corruption systématique / faible confiance sociale en Algérie

Jean Aimé Brice Mackosso, Commission Justice et Paix (Congo), Coalition congolaise « Publiez ce que vous payez »

Gouvernance politique et revenus pétroliers au Congo Brazzaville

Le Congo Brazzaville a une production journalière de pétrole d'environ 300.000 baril/jour. Les revenus pétroliers sont au cœur de la gestion du système politique du fait de la dépendance totale de l'économie nationale. Pendant plusieurs décennies l'opacité a été la règle, impliquant des banques étrangères dans les montages financiers ainsi que les compagnies écrans jusqu'au financement de la guerre civile. La mobilisation de la société civile pour plus de transparence, et les différentes initiatives internationales donnent l'espoir d'une meilleure gestion, au service des populations et des communautés riveraines.

Guillaume Fontaine, The Latinamerican Faculty for Social Sciences (FLACSO) / Department of Public Affairs

The “Yasuni-ITT Initiative” or the impossible change of Ecuador oil policy

Policy change analysis deals with problems of direction (linear or not), rhythm (revolutionary or evolutionary) and scope (reversible or irreversible). Ecuadorian oil policy is a case for an evolutionary, non-linear and reversible change, since it has been the object of accelerated and structural reforms, implemented by Rafael Correa's government since 2007. Nevertheless, in this process not all reforms found a happy end. Such is the case of the proposal not to extract the heavy crude oil reserves located in the Ishpingo, Tiputini and Tambococha (ITT) fields, in

the Amazon region near the Peruvian border. This program was launched by the same government in 2007, then officially abandoned in 2013, so the ITT reserves should be exploited sooner or later, unless a massive popular movement manages to reverse President Correa's decision.

We analyze why this proposal did not catch on, in spite of its high degree of legitimacy in the national and international arenas. This program was designed in order to protect the Ecuadorian Amazon biodiversity and mitigate climate change by reducing CO₂ emissions. Though it was presented by its promoters as a paradigm shift, we explain that it was a mere programmatic change, whose reversal was due to a lack of articulation with other reforms implemented in the legal, fiscal and technical areas of oil policy. The formulation of this proposal was undoubtedly the result of the convergence of three factors – the legitimacy of the problem and the solution, and the political will – but its implementation was doomed by an inaccurate policy design.

This leads us to evaluate the effectiveness of the implementation style. Our method is based on a fourfold typology of substantive and procedural policy instruments: information, authority, treasure and organization. We analyze the instrument mix used by the government to implement the “Yasuni-ITT Initiative”, according to their coherence with the objectives of conservation and climate change mitigation, on the one hand, and the consistency among these instruments, on the other hand.

Paula Vasquez, CNRS, CESPRA-EHESS

« Maintenant PDVSA est au peuple » : la compagnie pétrolière nationale et la « révolution bolivarienne » du président Chavez

Cette communication porte sur les transformations de la compagnie nationale Pétrole du Venezuela (PDVSA) mises en œuvre par la « révolution bolivarienne » du président Hugo Chavez (1998-2013). Depuis la grève nationale du pétrole en avril 2002, PDVSA a changé son statut d'entreprise autonome organisé autour d'une méritocratie technocratique pour devenir le bras économique et politique du gouvernement. Lors de ce conflit, environ 18 000 ouvriers et cadres de PDVSA ont été licenciés. Cette nouvelle configuration a considérablement changé la nature de la compagnie nationale.

Cette communication est basée sur une enquête sur le parcours professionnel des cadres licenciés hautement qualifiés dans le domaine de l'exploration. En analysant deux entretiens approfondis, il s'agit de comprendre la logique du conflit avec le gouvernement et la confrontation de deux conceptions de la nature même d'une entreprise pétrolière nationale.

2^{ème} journée, 2^{nde} et dernière séance : Sociétés pétrolières nationales : vers quel développement ?

Isabelle Rousseau, Centro de Estudios Internacionales, El Colegio de México

Les défis liés à la transformation historique de l'industrie pétrolière mexicaine

Le 20 décembre 2013, le Congrès mexicain a approuvé une réforme constitutionnelle qui ouvre désormais le secteur de l'énergie (hydrocarbures et électricité) aux investissements privés et incite à transformer les monopoles d'état – en particulier Petróleos Mexicanos (Pemex) – en sociétés nationales « productives ».

Il s'agit de bouleversements historiques dans un pays où, depuis 1938, l'industrie pétrolière s'était repliée sur elle-même et vivait éloignée des principes et règles en vigueur dans le secteur pétrolier international. Néanmoins, les défis qui accompagnent la mise en œuvre de ces transformations institutionnelles sont gigantesques et le chemin est semé d'embûches.

Expliquer la nature des changements adoptés et les problèmes que ces changements vont soulever constituent les deux axes de cette présentation.

Jean-Jacques Ikama, économiste, Société nationale des pétroles du Congo

L'apport de la société pétrolière nationale dans la gestion et la commercialisation des droits à hydrocarbures de la République du Congo

Les changements opérés dans l'organisation et les missions de la société pétrolière nationale en République du Congo avec la création, en 1998, de la SNPC ont permis à ce pays d'être un acteur effectif dans la réalisation des opérations pétrolières et financières au plan national et surtout international. Cette évolution est de nature à produire — et produit dans une certaine mesure — un impact favorable sur les capacités de gestion des opérations pétrolières et sur le niveau des ressources financières de l'Etat générées par le secteur de l'amont pétrolier et gazier congolais.